

Compte-rendu du CA de l'UNIRS

Vendredi 6 février 2026, de 10 h à 16 h 30

Présent·e·s : 17 (7 femmes et 10 hommes).

Pour les organisations syndicales nationales (4 personnes) : Solidaires Finances Publiques (Gérard Gourguechon) ; SUD France travail (Suzanne Bellet) ; SUD-Rail (Anne Millant et Christian Mahieux).

Pour les Solidaires départementaux (13 personnes) : 14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès, Odile Hervieu) ; 44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner, Marc Lerbey) ; 51 Marne et Champagne-Ardenne (Patrice Perret) ; 59 Nord (Didier Delinotte) ; 75 Paris (Geneviève Mérand, Jean-Yves Lefort) ; 91 Essonne (Catherine Fayet, Roland Baille) ; 94 Val-de-Marne (Carine Delhostal, Odette Dick, Philippe Barre).

Excusé·e·s : Philippe Cornélis (Sud PTT), Yvelyne Bahy (25 Doubs), Denis Turbet-Delof (85 Vendée), Jean-Louis Marziani (94 Val-de-Marne).

Ordre du jour :

Groupe des 9

- Compte-rendu de la réunion du G9, tenue le 2 février
- Les G9 (ou 8, 7...) locaux / régionaux.

L'UNIRS dans Solidaires

- Rentrée des cotisations
- Compte-rendu et perspectives après le CN de janvier et le BN de février, la commission protection sociale, la commission internationale, autres...

Préparation des débats de la réunion du CA des 4 et 5 mai

Suites de l'AG :

Points de la motion d'orientation engageant à un travail, il faudra que le CA décide de la mise en œuvre :

- L'UNIRS proposera des initiatives au Groupe des 9 ainsi qu'au monde associatif et aux syndicats afin de permettre que la place, les luttes, et le travail des retraité·e·s soient reconnus et rendus visibles dans la société : manifestations de rues originales (déambulateurs, béquilles...) bénévolat...

- L'UNIRS propose qu'un débat ait lieu dans nos instances sur cette question du bénévolat, et du travail des retraité·e·s.
- Nous devons poursuivre, au sein de Solidaires, notre partenariat et notre combat avec les associations de défense de l'environnement ainsi qu'avec la Confédération Paysanne, et lutter pour construire une justice écologique et sociale en faisant payer et condamner les ultra riches et les multinationales les plus polluantes pour financer une véritable politique de transition écologique et de services publics.
- L'UNIRS s'associera à toutes les formes de résistance contre la montée du fascisme parce que c'est un véritable danger pour les droits humains et le syndicalisme que nous défendons.
- Nous voulons que les retraité·e·s soient considéré·e·s comme des syndicalistes à part entière dans notre Union Syndicale Solidaires. Nous continuerons à faire vivre ce débat en interne pour parvenir à dépasser ensemble cette discrimination.
- Nous maintenons l'ensemble de nos revendications dans tous les domaines, notamment pour ce qui concerne : le pouvoir d'achat, la loi Grand Âge et la fin de vie.

Groupe des 9

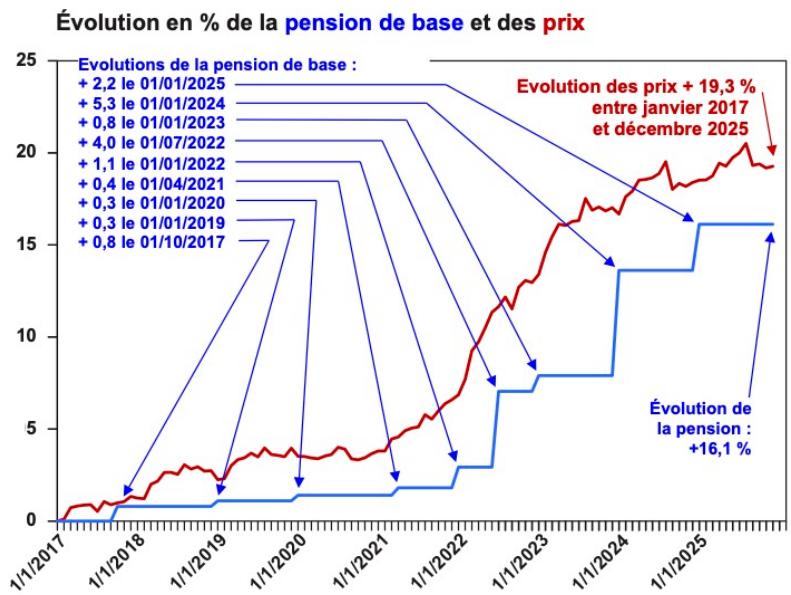
Compte-rendu de la réunion du G9, tenue le 2 février

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FGR-FP de 14 h 30 à 16 h 30. Sept organisations étaient présentes (CGT, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires). FO avait choisi la date du 2 février pour cette réunion, mais s'est déclarée, une semaine avant, « indisponible ce jour », puis s'est encore excusée après la réunion. La CFTC attend un mandat du congrès confédéral en mars pour avoir le droit de participer de nouveau au G9. L'UNIRS Solidaires était représentée par Anne Millant et Patrice Perret.

Discussion générale et action

Comme d'habitude, le G9 a discuté de façon consensuelle de la situation sociale. Toutes les organisations pensent qu'elle a été marquée ces dernières années par un matraquage médiatique des retraité·es, transformé·es en boucs émissaires, avec l'objectif de geler leurs pensions, de remettre en cause l'abattement fiscal de 10 % et, pour des personnes âgées très utilisatrices de la santé, l'augmentation des franchises médicales et la remise en cause de l'ALD.

Les mobilisations, notamment des retraité·es, ont contraint le pouvoir à reculer pour ce budget, ... mais aussitôt le budget voté, il a remis ces points sur la table. Les organisations présentes ont décidé de maintenir la pression en préparant une nouvelle mobilisation, et ont accepté la proposition non négociable de la CGT du 2 avril. Face à l'opposition de toutes les autres organisations à la méthode de la CGT « nous avons décidé la date, vous êtes libres de suivre ou pas », la CGT a concédé que le G9 appelle à une semaine d'action, avec un point fort mis en avant, la demande d'une rencontre au 1^{er} ministre le 2 avril. La discussion a permis de préciser le thème principal de la mobilisation, la santé. Le pouvoir d'achat n'a pas été retenu cette fois-ci car la baisse du pouvoir d'achat n'est pas perçue fortement, du fait de la faiblesse de l'inflation et des mobilisations qui ont imposé le respect du code la Sécu qui augmente chaque année les pensions du montant de l'inflation, comme le montre ce graphique.



La perte de pouvoir d'achat s'élève à 3,2 points (19,3 d'inflation - 16,1 de pension)
Et la somme des pertes pendant les 107 mois de cette période s'élève à 3,6 mois.

Pour les personnes en retraite ayant subi l'augmentation de la CSG de 25 % en 2018, les pertes s'élèvent à 5,3 mois, et la différence entre la pension et les prix de 5,1 points.

Mobiliser sur la santé, car les retraité·es ressentent particulièrement les reculs, ont plus besoin d'un bon système de santé, subissent particulièrement la désertification médicale, l'augmentation des restes à charges. Plusieurs projets du gouvernement vont encore aggraver la situation de la santé. Le gouvernement affiche la volonté :

- de décentraliser (voire de supprimer) les ARS et de transférer les aides à domicile vers les collectivités territoriales aux moyens insuffisants et inégaux, ce qui augmentera les inégalités territoriales,
- de transférer le virage domiciliaire dans les départements par le SPDA, service public départemental de l'autonomie,
- de remettre en cause le principe du fléchage de la CSG uniquement vers la Sécu en affectant une part de la CSG aux départements,
- tout cela accentue la stratégie d'affaiblissement de la Sécu et de transfert vers les chères complémentaires qui augmentent et font payer en fonction de l'âge.

Nous avons de grandes craintes sur la prise en charge de l'autonomie, dans une période de vieillissement de la population. Les transferts de charge préfigurent une ouverture encore plus grande au secteur marchand et un risque d'abandon d'une partie de la population.

Ces attaques, ces menaces arrivent dans une période de tangage du G9, à cause des politiques des confédérations qui remettent en cause notre belle unité depuis 10 ans :

- Le G9 avait connu des tensions avec FO lors de la mobilisation du 20 mars, lorsque la CGT a décidé seule cette date que les autres organisations ont apprise dans les tracts CGT distribués sur les marchés. Le 20 mars s'est fait sans FO. Lors de la réunion de lundi dernier, la CGT est venue avec sa date du 2 avril, déjà annoncée à ses équipes, donc non modifiable. La CGT a clairement dit qu'elle travaillait, qu'elle décidait, elle a seulement reconnu qu'elle aurait dû informer le G9 aussitôt après avoir décidé cette date. Elle a concédé que le G9 appelle à une semaine d'action, avec le point fort du 2 avril. C'est la 2^e fois que la CGT impose une date, est-ce le fait de la direction actuelle ? Est-ce une évolution perçue dans les départements ?
- Les retraité·es de la CFTC ont dû suspendre leur participation au G9, dans l'attente d'une décision de leur congrès confédéral en mars.

- Les retraité·es de la CGC sont toujours dans le G9 mais craignent leur congrès confédéral de juin, qui connaît un changement de présidence. Pour la première fois de son histoire, deux listes seront en concurrence, et ce sera difficile, une des listes est poussée par le RN. Au Bureau national de Solidaires d'hier, nous avons appris que la responsable, proposée par le président sortant pour le remplacer, se voit opposer un responsable du syndicat national de la banque et du crédit, connu pour ses engagements à l'extrême droite et, en adjoint, une responsable du syndicat Alliance dont la dernière manifestation a accepté dans son cortège plusieurs élus du RN.

Dans l'espoir de faire revenir FO dans la mobilisation G9, deux décisions séparées ont été prises :

- **Un communiqué de presse sur l'analyse de la situation dans la santé.** La FGR-FP est chargée de la rédaction d'un projet qui sera proposé à la signature des organisations. Les premiers échanges montrent que FO s'est inscrite dans ce communiqué.
- **Un deuxième communiqué (sans la CFE-CGC, du fait de sa situation interne) annonçant une action sur le thème de la Santé** (à partir du texte ci-dessus de la FGR-FP), une semaine d'action entre le lundi 30 mars et le samedi 4 avril, avec un temps fort le 2 avril, jour d'une demande d'audience au premier ministre. Il est proposé aux départements de s'organiser pour mobiliser le plus massivement possible dans cette période.

Pour le 8 mars

Solidaires (Anne) avait envoyé, avant cette réunion, une proposition de tract reprenant une expression rédigée par la FSU. Dans la discussion, il est apparu que ce texte pouvait être repris pour un argumentaire, mais que sa forme ne convenait pas pour un tract. Au thème de la réversion, il faudrait y ajouter l'inégalité des pensions entre femmes et hommes, aborder les violences envers les personnes âgées (thème peu travaillé), introduire l'isolement des personnes âgées (en utilisant le travail des petits frères de pauvres).

Plusieurs organisations ont appelé à la prudence sur la réversion : Ensemble & Solidaires demande d'attendre son congrès qui donnera une position ; CFE-CGC et FO sont contre la revendication de l'extension de la réversion à tous les couples, pour ces deux organisations, il faut être marié pour en bénéficier. Il n'est pas possible de revendiquer l'extension dans nos expressions.

La FSU est chargée de rédiger un projet de tract court.

Pour les droits familiaux et conjugaux

Solidaires (Patrice) avait envoyé avant la réunion une synthèse du dernier rapport du COR qui propose des évolutions, notamment :

- **Majorations de pension** aux seules personnes interrompant leurs activités, attribuées dès le premier enfant : 5 % pour un enfant, 10 % pour deux et 20 % pour trois enfants et plus, toujours

dans une logique nataliste. La commission Protection sociale de Solidaires pense que ça va dans le bon sens, car actuellement ce sont les hommes, aux pensions plus fortes, qui en profitent le plus des 10 %, car actuellement le premier enfant pénalise la pension des femmes, ce qui n'est pas compensé. Le COR va dans le

bon sens, mais Solidaires préfèrerait un forfait égal pour chaque enfant.

Elles seraient harmonisées à quatre trimestres par naissance, complétés de quatre trimestres supplémentaires en cas d'interruption d'activité. Elle ferait gagner les mères fonctionnaires (qui ont actuellement 2 trimestres) et perdre celles du régime général (qui en ont 8), elle baisserait les dépenses de droit direct de 0,1 % à 0,6 % à l'horizon 2070.

- **Réversions ouvertes** à toutes les formes de couple, mariés ou non, avec un calcul (2/3 de la pension du défunt) – (1/3 de la pension du conjoint survivant). Si on considère qu'une personne consomme 1 unité de consommation et que deux personnes consomment 1,5 unité de consommation, ce calcul mathématique maintient bien le niveau de vie du conjoint survivant. Cette réversion augmente le nombre de bénéficiaires et les dépenses du régime général et diminue celles des autres régimes, sous l'effet de la mise en œuvre d'une condition de ressources implicite.

Elle augmente la réversion des 20 % des plus démunis et diminue souvent celle des autres. Elle permet des économies puisqu'elle diminue les dépenses de réversion de 13 % en 2070.

Globalement, les masses de droits propres augmenteraient légèrement, de 0,14 % à l'horizon 2070. Les mères de la fonction publique bénéficieraient d'une hausse de 1,7 % de leur pension (hausse du nombre de trimestres de MDA), tandis que celles du régime général et des régimes alignés baissent de 0,4 % (perte de MDA). Les mères d'un ou deux enfants seraient majoritairement gagnantes, celles ayant trois enfants ou plus également mais plus faiblement. Cette « réforme » diminuerait les prestations totales (droit direct et réversion) de 2,5 % en 2050 et 1,3 % à l'horizon 2070

Prochaine réunion : mercredi 11 mars à 10 h à la FGR-FP. Anne, Patrice, Christian voient ultérieurement pour assurer la présence de l'UNIRS.

Principaux éléments de la discussion

Didier Delinotte (59 Nord) informe d'une réunion régionale des UDIRS (02, 59, 62, 80) qui parlera de l'extrême droite dans la Région, de la structuration des syndicats de retraité·es, du travail ensemble, de l'entraide, ... L'extrême droite est bien présente et a la volonté de licencier un militant de Solidaires (à Hénin-Beaumont), elle attaque un militant CGT qui a diffusé un tract sur la Palestine. Arras va accueillir un rassemblement pour un militant CGT discriminé.

Anne Millant (SUD-Rail) : à Paris, pour resserrer les liens du G9, comme convenu lors de l'AG de l'UNIRS, l'UDIRS 75 a envoyé un projet de lettre ouverte aux candidats municipaux. Lors de la réunion nationale du G9, la CGT s'est étonnée du manque d'expression sur la paix, mais devons-nous faire une proposition qui ne sera soutenue que par 4 ou 5 organisations ? L'implantation de l'extrême-droite dans la CFE-CGC, dans la CFTC, voire à FO, reflète l'élargissement de l'influence des idées d'extrême-droite sur l'ensemble de la population.

Philippe Barre (94 Val-de-Marne) informe de la faible activité du G9/G7 local. La FGR et la FSU ont envoyé un projet de texte sur la remise en cause de la carte Améthyste transports ; nous devons y travailler. La CGT n'est jamais disponible pour une réunion, elle ne s'entend pas avec la FSU. Le maire PCF d'Ivry licencie une salariée RSS de Coop

Habitat Ivry/Seine, Philippe et Jean-Louis Marziani (excusé pour cette raison aujourd'hui) participent à midi à un rassemblement. Le syndicat Alliance s'infiltre partout dans la police. Est-ce le réseau catholique intégriste qui prend la main dans la CFTC ? Ce n'est pas la même chose que la JOC...

Carine Delhostal (94 Val-de-Marne) se demande comment les personnes d'extrême-droite concilient leurs idées avec les valeurs syndicales ?

Jacky Chataigner (44 Loire-Atlantique) voit ces évolutions dans le cadre de la droitisation de la population. Le RN a échoué dans son implantation « franche et sous son nom » dans la police, il progresse grâce à l'entrisme dans des syndicats qui existent déjà.

Christian Mahieux précise à propos des deux listes revendiquant la présidence de la CGC : le courant de l'actuel président Hommeril est syndicaliste. Pour l'anecdote, trois organisations syndicales françaises participent aux universités syndicales du Global Labour Institute : la CGT, Solidaires et la CFE/CGC ! Le syndicat des banques CGC est ancien et bien marqué à droite. Proposer un tract sur la paix au G9 serait contreproductif car il n'y aura pas FO, CFTC, CGC et cela affaiblirait l'actuel G9.

Gérard Gourguechon constate que se réclamer de la paix est facile, mais quand Poutine envahit l'Ukraine, affirmer que nous sommes pour la paix ne suffit pas.

Jacky Chataigner (44 Loire-Atlantique) fait remarquer qu'un texte intersyndical national correct existe, mais que FO local n'est pas sur cette position.

Christian Mahieux informe que l'intersyndicale appuie la résistance ukrainienne. Pour l'anniversaire des 4 ans de guerre, un tract intersyndical appellera aux manifestations de soutien, un autre tract est déjà sorti en janvier. Pour l'Iran, CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires travaillent ensemble depuis des années. Pour le Venezuela, CGT, FSU, Solidaires dénoncent ensemble le dictateur Maduro, condamnent l'opération des USA, soutiennent les vrais syndicalistes (contre le dictateur Maduro et contre l'impérialisme américain) qui se battent notamment pour augmenter les salaires qui sont de 2 ou 3 euros par mois (seule Solidaires avait des contacts sur place).

Anne Millant pense qu'un communiqué doit dénoncer le bellicisme ambiant, les menaces (Groenland, etc.), l'économie de guerre, sans détailler les positions.

Gérard Gourguechon pense qu'il serait intéressant, pour nous, déjà de réfléchir à ce que ça signifie d'être « pour la paix », face à Poutine et Trump et à ce que ça signifie une économie de guerre face aux menaces.

Geneviève Mérand (75 Paris) est intéressée par cette discussion, mais en tant qu'UDIRS 75, elle pense que ce débat doit concerner l'ensemble de l'UNIRS, d'autant plus que la période heurte plusieurs principes que nous portions. Elle a besoin de réflexion collective intégrant tous les niveaux. Il faut discuter de ces questions avec les adhérentes et les adhérents de l'UNIRS. Nous ne pouvons parler « en leur nom » sur de tels sujets.

Didier Delinotte (59 Nord) : nous sommes dans un débat piégeux, qui heurte la tradition pacifiste syndicale. Ce serait un problème, une défaite morale si nous sommes obligés d'y venir à l'idée de s'armer, de recourir à des armes, à ces discours va-t'en guerre.

Jacky Chataigner (44 Loire-Atlantique) pense qu'il y a peu de discussion sur les affaires militaires. La position traditionnelle est la baisse des dépenses militaires pour augmenter celles de l'éducation, de la santé, ... Mais quand nous

déclarons soutenir des résistances, soutenir des résistances armées, il nous faut bien peser ce que nous disons, c'est fournir des armes, si nous sommes cohérents.

Christian Mahieux remarque que le débat repose sur l'Ukraine, alors que nous soutenons la résistance palestinienne depuis longtemps, résistance qui est armée, la résistance zapatiste, celle du Rojava, ... qui semblent plus loin sont également armées. La défense armée est une vraie question, plus large que celle des armes. Que doit-on défendre ? Les syndicalistes ukrainiens luttent contre la politique libérale de Zelenski. C'est quoi la défense nationale ? On défend ce à quoi on appartient, notre classe sociale.

Philippe Barre (94 Val-de-Marne) souhaite que l'on en parle entre nous. Nous sommes plein de contradictions, nous aussi. Seul Israël soutient par l'envoi d'armes les kurdes du Rojava. Poutine n'envahira pas la France mais pourra le faire pour des pays voisins de la Russie. Il nous faut être contre tous les impérialismes, dont l'impérialisme français.

Carine Delhostal (94 Val-de-Marne) rappelle qu'à chaque mouvement de résistance, y compris pendant la deuxième guerre mondiale, les armes ont été prises au nom d'une idéologie. Le CNR avait un projet. C'est différent des va-t'en guerre.

Jacky Chataigner (44 Loire-Atlantique) rappelle que, pendant la guerre du Vietnam, nous demandions que la Chine et la Russie, notamment, arment les Vietnamiens contre l'impérialisme USA.

Anne Millant (SUD-Rail) remarque que nous ignorons certaines guerres, sans se poser la question d'armer les résistant·es (Soudan, Yémen, Rwanda, etc.).

Christian Mahieux informe qu'au Soudan, dont les résistant·es agissent maintenant à l'extérieur, rejettent les deux camps. Nous pouvons consacrer une demi-journée de débat à ces questions avec Bernard Dreano du Cedetim, pertinent sur la question, y compris sur le type d'armement pour faire quelque chose.

Décision : nous retenons une journée de réflexion le vendredi 19 juin avec un intervenant extérieur. La grande salle de la Grange aux Belles étant prise, nous irons à la salle Traversière, près de la gare de Lyon. Christian prend les contacts utiles pour les intervenant·es. Ce sera une initiative de l'UNIRS, ouverte à toutes et tous.

L'UNIRS dans Solidaires

Rentrée des cotisations

La trésorière Carine informe qu'elles commencent à rentrer (voir le tableau).

Solidaires départementaux	2025		2026		Organisations nationales	2025	2026
	adhérent.e.s direct.e.s déclaré.e.s	Cotisation de base uniquement	adhérent.e. s direct.e.s déclaré.e.s	Cotisation de base uniquement			
02 Solidaires Aisne	5				ALTER	200	
04 Solidaires Alpes de Hte Provence	3		3		SNABF	335	334
05 Solidaires Htes Alpes					SNJ	186	
07/26 Solidaires Ardèche / Drôme	1				SNUPFEN Solidaires	220	
08/10/51/52 Solidaires Champagne-Ardenne	6				Solidaires CCRF et SCL	14	10
11 Aude		x			Solidaires Douanes	22	
13 Solidaires Bouches du Rhône		x			Solidaires Finances Publiques	1 474	
14/50/61 Solidaires Calvados, Manche, Orne	73		67		Solidaires I.D.D.		
16 Solidaires Charente					Solidaires Informatique	22	
19 Solidaires Corrèze	5		1		Solidaires Justice	2	2
22 Solidaires Côtes d'Armor		x			Solidaires Météo	90	
25 Solidaires Doubs	13				Solidaires Sud Emploi	4	
27/76 Solidaires Hte Normandie	18		17		Sud Aérien		
28 Eure-et-Loire					Sud CAM	450	
29 Solidaires Finistère	8				Sud Centrale MINEFI		
30 Solidaires Gard					Sud Chimie Pharma	2	
31 Solidaires Haute Garonne					Sud Collectivités Territoriales	200	200
32 Solidaires Gers	6		2		Sud Culture et Medias Solidaires	33	
33 Gironde			1		Sud Education	200	200
34 Solidaires Hérault	6		10		Sud Energie		
35 Solidaires Ille et Vilaine	4		4		Sud FPA Solidaires	15	15
37 Solidaires Indre et Loire		x		x	Sud Insee	14	
38 Solidaires Isère		x			Sud Intérieur		
44 Solidaires Loire Atlantique	20		20		Sud MSA		
45 Solidaires Loiret	27				Sud Protection Sociale		
46 Solidaires Lot					Sud PTT	1 203	
49 Solidaires Maine et Loire					SUD-Rail	1 226	1 233
54 Solidaires Meurthe et Moselle		x			Sud Recherche EPST	25	25
56 Solidaires Morbihan					Sud Rural - Equipement	5	5
57 Moselle		x			Sud Santé Sociaux	200	
58 Solidaires Nièvre					Sud Solidaires BPCE	260	
59 Solidaires Nord					Sud Travail Affaires sociales		
59/62 Solidaires UIR 59/62	21		21		SUNDEP Solidaires	52	
60 Solidaires Oise					SUPPER		
62 Solidaires Pas-de-Calais 59/62					Syndicat ASSO	1	1
63 Solidaires Puy-de-Dôme - Auvergne ?	18				SUD Solidaires des Transports Routiers		10
69 Solidaires Rhône					SUD SDIS	5	15
71 Solidaires Saône et Loire		x			Total	6 460	2 050
72 Solidaires Sarthe		x					
73 Solidaires Savoie	1				TOTAL GLOBAL	6 769	2 231
74 Solidaires Hte Savoie		x					
75 Solidaires Paris	24		26				
76 Seine Maritime : Hte Normandie 27/76							
78 Yvelines		x					
80 Solidaires Somme	13		9				
82 Solidaires Tarn et Garonne	4						
83 Solidaires Var		x					
84 Solidaires Vaucluse							
85 Solidaires Vendée	19						
88 Solidaires Vosges		x		x			
91 Solidaires Essonne	7						
94 Solidaires Val de Marne	7						
Total Solidaires local	309	13	181	2			

Jean-Pierre Nunès (Basse-Normandie) demande si SUD Protection sociale a réglé une cotisation pour l'année dernière. Carine répond que cette structure n'a pas payé, ce qui étonne Jean-Pierre car il connaît au moins deux adhérent·es dans le Calvados. La fédération récence-t-elle les retraité·es adhérent·es ?

Carine précise qu'elle a bien envoyé l'appel à cotisation à toutes les structures. Les structures ne sont pas obligées d'adhérer à l'Unirs.

Jean-Pierre demande où en est la possibilité offerte aux isolé·es de payer une cotisation à Solidaires. SUD Santé sociaux bloque toujours ?

Christian Mahieux précise qu'à une réunion du BN Solidaires, c'est SUD Industrie qui a bloqué pour que les unions Banque, Transports et Retraité·es paient une cotisation pour leurs isolé·es. Cela a débouché sur une confrontation Industrie – Rail à propos des champs géographiques de cotisation, confrontation qui n'a pas eu lieu.

Compte-rendu et perspectives après le CN de janvier et le BN de février

Christian et Patrice ont participé à ces deux réunions. Au BN de février, les deux membres de Solidaires du CESE sont venus rendre compte de leur travail dans cette instance. Le CESE produit des textes, des analyses, ... il serait intéressant de chercher dans ses productions si nous pouvons récupérer des éléments intéressants. Il a au moins travaillé sur la fin de vie. Christian envoie un mot aux deux camarades de Solidaires.

L'UDIRS 91 profite de ce point CN et BN pour faire part de difficultés dans le département.

Leurs difficultés ont été abordées au BN d'hier, alors que ce n'était pas prévu à l'ordre du jour. Lors de la réunion du conseil départemental de Solidaires 91 du 18 décembre 2025, un extrait du rapport de la cellule VSS (violences sexistes et sexuelles) a été lu, accusant « d'agression sexuelle, harcèlement sexuel, harcèlement moral, violences physiques, chantage, insultes, violences verbales, intimidations et menaces », un camarade membre de l'Udirs 91. Ce dernier a été radié et un mail a été envoyé à l'ensemble des structures de Solidaires 91 ainsi qu'aux organisations, associations travaillant avec.

L'Udirs 91 a pris connaissance par ce mail de la radiation d'un de ses membres, sans être informée du contenu de ces graves accusations.

L'Udirs 91 informe que, par principe, elle ne met pas en doute les accusations (qu'elle ne connaît pas) de la victime, qu'elle a contesté la méthode et le fait de ne pas avoir été mise au courant pour des faits d'il y a deux mois.

La discussion montre que la méthode est contestable, une structure doit être mise au courant de la contestation d'un de ses membres, une radiation doit au moins être validée par la structure dont l'agresseur est membre et elle n'a pas à être mise avant sur la place publique ; la prise de décision sans proposer à la personne visée par la procédure de l'écouter n'est pas acceptable ; ne pas transmettre le rapport (anonymisé) de la cellule à l'instance, en l'occurrence le comité départemental, n'est pas plus acceptable.

Christian Mahieux fait part de son intervention au BN d'hier à ce sujet, suite à une intervention de Solidaires Informatique sur le 91 : « *Nous pensons que lorsque, dans une union départementale, le secrétariat dénonce le syndicat SUD PTT, le syndicat SUD CT, l'UDIRS, des militant·es de SUD Éducation, UD où des syndicats comme Solidaires Finances publiques ou SUD-Rail ne viennent plus, il y a nécessité de se poser des questions sur notre réalité dans le département et que c'est peut-être par ce biais là qu'il faut prendre le problème.* »

L'Unirs partage la position de l'UDIRS 91 et interviendra en ce sens dans le prochain comité national d'avril. Nous allons essayer de travailler sur les améliorations à apporter à ces « veilles », notamment pour éviter certaines dérives qui nuiraient à tout le monde.

La commission protection sociale

Gérard et Patrice y participent.

La journée de réflexion sur le financement de la Sécu a attiré 9 personnes des structures et 4 membres de la commission. Elle a été mise en place à la suite du 9^e congrès de Solidaires où les très nombreux amendements sur le système de retraite

et sur le financement de la Sécu n'ont pas été vraiment discutés, ce qui n'a pas permis de dégager un consensus.

La journée a permis de discuter des évolutions du financement de la Sécu et de dégager un consensus sur deux points :

- Pour un régime universel.
- Un risque couvert de façon universelle doit avoir un financement universel. Dans ce cas, les revenus des particuliers et toutes les richesses des entreprises doivent cotiser, les salaires et les profits, c'est-à-dire l'ensemble de la valeur ajoutée. Il s'agit des branches maladie, famille, autonomie.

Des questions restent posées car les différentes branches couvrent des risques divers.

Pour la retraite, est-il logique de faire appel à l'ensemble des revenus ? L'essentiel de la pension dépend de ce qui a été cotisé, et tous les autres apports, l'ASPA, les avantages familiaux, les périodes non travaillées sont financées par le FSV, Fonds de Solidarité Vieillesse, financé principalement par la CSG.

Pour l'AT-MP, il y a la réparation de l'accident (sans lien avec le salaire), puis l'indemnité journalière (calculée en proportion du salaire).

Suite : avec ce compte-rendu, le Comité National discutera de la Sécu, dressera un point d'étape. Mais il est regrettable que le premier sujet (le 3 juin 2025 : quelles prestations de droit direct : conditions d'annuités, retraite universelle) n'ait pas mobilisé et que le deuxième (le 18 novembre 2025 : mécanismes redistributifs, droits familiaux/conjugaux) n'a pas pu être maintenu par manque d'inscrit·es. Le CN retiendra les sujets qui seront traités au congrès.

Anne Millant rappelle que l'Unirs avait préconisé dans son Cahier Revendicatif Santé de janvier 2021 (page 30) que tous les revenus contribuent au financement de la sécurité sociale et de la santé.

La commission internationale

Christian et Jacky y participent.

Christian informe qu'une revue internationale va dresser le bilan des relations et du travail international de Solidaires. C'est un outil d'information et de formation dont les militantes et militants de l'UNIRS peuvent se saisir pour proposer des initiatives notamment dans les unions départementales et locales.

Jacky informe de la première délégation en Cisjordanie de 5 personnes (une n'a pas pu passer la frontière, sans raison invoquée), qui a été importante et relancera le travail sur cette région. L'accueil a été très chaleureux, des présences sur place sont souhaitées. Les 5 personnes peuvent venir témoigner, à chaud, dans des réunions. Un des messages importants est que, là-bas, la demande porte sur le boycott vis-à-vis d'Israël (BDS).

Préparation des débats des 4 et 5 mai

4 mai après-midi : débat sur les conséquences du dérèglement climatique sur la santé des senior·e·s, avec la présence d'un membre de Solidaires investi dans l'Alliance Écologique et Sociale, et de Patrick Farbiaz, auteur de la motion de l'UDIRS Paris sur le sujet.

les dangers de l'arrivée au pouvoir du RN sur les salarié·es et les syndicats. La salle permet d'inviter d'autres personnes en faisant circuler l'information. Un flyer d'invitation sera envoyé à toutes les structures (la conférence/débat aura lieu dans la grande salle).

La question « qui vote RN » pourrait justifier une autre réunion.

Pour ce CA sur deux jours, Carine a retenu 6 chambres au centre Ravel (le centre Kellermann était complet).

Suites de l'AG

Points de la motion d'orientation engageant à un travail sur lesquels le CA doit décider de la mise en œuvre.

L'UNIRS proposera des initiatives au Groupe des 9 ainsi qu'au monde associatif et aux syndicats afin de permettre que la place, les luttes, et le travail des retraité·e·s soient reconnus et rendus visibles dans la société : manifestations de rues originales (déambulateurs, bâquilles...), bénévolat...

Anne Millant (SUD-Rail) constate que ce n'est pas facile à Paris où la CGT organise tout. Ainsi, pour le 2 avril, il est déjà décidé d'aller voir le Premier ministre et, en cas de refus, la ministre de la Santé. Il semble difficile de faire changer de forme de manif.

Elle informe que l'Udirs Paris a proposé au G9 une expression aux candidat·es aux élections municipales, mais la CGT a déjà son expression et n'a pas répondu - les autres non plus. Elle précise que le G9 travaille sur un argumentaire sur la fiscalité, l'universalité des droits, les droits conjugaux et familiaux et la place des retraité·es, que nous devons faire sans les media qui nous ignorent. L'AG de Solidaires Paris va redemander les contacts des syndicats à qui diffuser l'info de l'Unirs, sachant que les structures qui posent un problème ne viennent pas.

Catherine Fayet (91 Essonne) signale le travail réalisé au sein de comités de défense des hôpitaux. **Geneviève Mérand (75 Paris)** propose de payer une tribune du G9 dans la presse sur l'accès aux soins.

Anne Millant rappelle que des communiqués du G9 vont être envoyés, que le G9 invitera à une conférence de presse, comme lors des actions

précédentes. La manif de novembre a beaucoup mobilisé la presse par la présence des responsables confédéraux, mais l'expression G9 n'a pas pu être lue comme il avait été prévu.

Jean-Yves Lefort (75 Paris) précise qu'une page dans un journal coûte très, très cher. Il rappelle que, lors du « retraité bashing », nous avions pensé d'étendre nos expressions à des associations, car il semble difficile d'avancer dans le G9, même restreint.

Didier Delinotte (59 Nord) pense que la présence des associations est fondamentale, car ces associations sont souvent dirigées par des personnes en retraite.

Jacky Chataigner (44 Loire-Atlantique) précise que si on veut avoir la chance qu'une éventuelle tribune soit acceptée par un journal « main stream », il faut qu'elle soit signée par des gens connus. Les journaux reçoivent des dizaines de tribunes, et en publient peu.

Décision : l'Udirs Paris envoie, en exemple, son expression vers les candidat·es sur la liste milit en incitant les équipes départementales et locales à s'en inspirer pour faire de même.

L'UNIRS propose qu'un débat ait lieu dans nos instances sur cette question du bénévolat, et du travail des retraité·e·s.

Une partie de la réponse figure ci-dessus.

Jean-Yves Lefort (75 Paris) propose de commencer à en parler entre nous, de prévoir un débat lors d'un prochain CA, car nous avons senti des divergences, notamment sur la grève du bénévolat. La baisse des dons et les économies dans les mairies fragilisent les associations.

Roland Baille (91 Essonne) : dans les associations importantes, la place des salarié·es est mise en cause par la présence de bénévoles qui prennent leur boulot.

Catherine Fayet (91 Essonne) : un tract CGT du 91 porte sur la place des retraité·es dans la société, leurs bénévolats, leur apport au PIB, ... **Patrice Perret** informe que ces informations ont été prises dans un document du Haut Conseil de l'Âge, qu'il va envoyer au CA.

Didier Delinotte (59 Nord) étudie la question et nous informe de ses réflexions.

Jean-Pierre Nunès (Basse-Normandie) rappelle un échange sur le bénévolat lors de l'élaboration du cahier revendicatif, chez eux il y a des réticences

car les pouvoirs publics pourraient imposer du bénévolat pour verser les pensions. Les retraités participent aux associations, aux conseils municipaux (dont le rôle de maire) qui demandent du temps. Des associations doivent avoir des finances propres (du temps de bénévolat valorisé monétiairement) pour obtenir des subventions.

Anne Millant (SUD-Rail) : on pourrait prendre l'exemple sur la campagne qui a été faite, en décembre, pour la journée des migrants : « sans nous, plus rien ne fonctionne ».

Gérard Gourguechon a entendu un sociologue parler sur le rôle de nos classes d'âge dans la société, l'aide financière aux familles, la transmission des mémoires (comment c'était avant, comment on faisait avant, etc.) et ce sont souvent les grands-parents qui continuent d'organiser les « repas de famille », la fête qui sert de lien à la famille.

Décision : nous acceptons la proposition de Didier Delinotte (59 Nord) d'étudier la question et de nous informer de l'avancée de ses réflexions.

Nous devons poursuivre, au sein de Solidaires, notre partenariat et notre combat avec les associations de défense de l'environnement ainsi qu'avec la Confédération Paysanne, et lutter pour construire une justice écologique et sociale en faisant payer et condamner les ultra riches et les multinationales les plus polluantes pour financer une véritable politique de transition écologique et de services publics.

Didier Delinotte (59 Nord) précise qu'il n'y a pas que la confédération paysanne, il cite notamment les Soulèvements de la Terre.

Jean-Pierre Nunès informe que le 14 Calvados a mis en route une commission écologie et un regroupement local de l'AES qui a permis des relations entre plusieurs associations et nous. Le thème actuel de l'AES est la rénovation du bâti scolaire, mais les grands oubliés sont les bâtiments hospitaliers victimes du réchauffement climatique, ce qui a des effets importants sur la santé, notamment des retraité·es. Nous pourrions reprendre les propositions de l'Udirs 75 sur la motion d'orientation, et réfléchir dessus. Comment intégrer le climat dans les CESE, notamment dans l'industrie, et des conséquences sur les filières et les emplois ?

Didier Delinotte (59 Nord) a participé à des réunions sur l'écologie : fret SNCF, canal Seine-

Nord, transports gratuits, grand travaux inutiles, ... c'est un champ à cultiver. L'AES est un outil à utiliser.

Anne Millant informe qu'un camarade de l'AES interviendra, au CA Unirs du 4 mai, sur les conséquences du réchauffement sur les senior·es.

Odette Dick (94 Val-de-Marne) reçoit de la documentation, dont l'une d'elle informe que 80 organisations, dont Solidaires, appellent à manifester contre la loi Duplomb (le 11 à Paris) ; elle n'en a pas été informée par Solidaires. **Catherine Fayet** lui répond que l'info a été mise sur les réseaux sociaux de Solidaires, et dans la note journalière et sur le site, mais tout le monde ne les regarde pas.

Geneviève Mérand (75 Paris) propose de faire venir Patrick Farbiaz par ailleurs adhérent de l'Udirs Paris. Anne Millant lui demande s'il peut venir le 4 mai.

L'Unirs s'associera à toutes les formes de résistance contre la montée du fascisme parce que c'est un véritable danger pour les droits humains et le syndicalisme que nous défendons.

Anne Millant rappelle que le 5 mai, nous invitons Laurent Mauduit sur les relations du RN avec le patronat et Visa sur les dangers de l'arrivée au

pouvoir sur les salarié·es et les syndicats. Nous inviterons largement à cette réunion.

Nous voulons que les retraité·e·s soient considéré·e·s comme des syndicalistes à part entière dans notre Union syndicale Solidaires. Nous continuerons à faire vivre ce débat en interne pour parvenir à dépasser ensemble cette discrimination.

Nous l'avons fait et le ferons, en tentant de profiter de la demande conjointe pour les isolé·es des Unions banques, transports et retraité·es.

Dans les comptes-rendus des BN et CN de Solidaires, l'UNIRS est toujours présente et intervient. Nous sommes aussi parmi les présent·es dans plusieurs commissions.

Nous maintenons l'ensemble de nos revendications dans tous les domaines, notamment pour ce qui concerne : le pouvoir d'achat, la loi Grand Âge et la fin de vie.

Jean-Yves Lefort (75 Paris) propose de reprendre quelques revendications principales, par exemple dans la note mensuelle de l'Unirs. Pour cela, le

prochain CA reprendra notre cahier revendicatif, contenu dans la motion adoptée à l'AG de janvier 2025.

Prochaines réunions : Mardi 24 mars, Lundi 4 mai, Mardi 5 mai, Jeudi 18 juin, Lundi 21 septembre, Lundi 5 octobre, Jeudi 5 novembre, Lundi 7 décembre, Mardi 8 décembre (AG).